

Politique de sécurité du Japon

Autor(en): **Vautravers, Alexandre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2012)**

Heft 4

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-514674>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Tir d'un missile *Standard SM-1* à partir de la frégate américaine FFG-48 *USS Vandergrift*, lors de manoeuvres conjointes avec les forces d'autodéfense japonaises en 1996.
Photo © US Navy.

International

Politique de sécurité du Japon

Lt col EMG Alexandre Vautravers

Rédacteur en chef, RMS+

Le 2 décembre 2011, Laurent Schang était l'orateur invité pour animer l'Assemblée générale du Centre d'Histoire et de prospectives militaires. Auteur de deux ouvrages, *Le Fondateur de l'aikido : Morihei Ueshiba, Pygmalion*, et *Constat d'Occident, Alexipharmaque*, l'orateur est également responsable des éditions Le Polémarque.

Schang pose la question suivante : quel rôle le Japon peut-il jouer dans la sécurité globale aujourd'hui ? Pour y répondre, rappelons d'abord deux points :

- depuis 2010, 50% des biens de commerce transitent à travers l'Asie du Sud Est ;
- l'Asie est en voie de militarisation : le budget de la défense du Japon -4^e mondial- a augmenté de 100% entre 1991 et 2001.

Deux axes de menace orientent la politique de sécurité japonaise : la Chine et la Corée.

- la confrontation avec la Chine laisse songeur : En 2010, les manoeuvres multinationales (USA-Philippines et USA-Japon) ont mobilisé 44'000 soldats.
- les tensions avec la Corée du Nord sont vives : depuis 2000 et son accès à l'arme atomique ; des tests de missiles au-dessus des eaux japonaises ont eu lieu à plusieurs reprises ; un navire de guerre sud-coréen a été torpillé et 50 marins ont été tués ; 110 obus d'artillerie ont été tirés sur l'île de Yon Peon.

En revanche, la politique de sécurité japonaise est caractérisée par un frein de taille : l'article 9 de sa Constitution, rédigée en 1945 sous l'occupation américaine par le général MacArthur. Cet article, repris dans le plus récent Livre blanc, énonce : « Le droit de belligérance de l'Etat n'est pas reconnu. » ; L'Etat « renonce à l'utilisation de forces militaires pour la résolution des différends. »

Ainsi, le Japon ne dispose pas d'Armée, mais de « Forces d'autodéfense » de 75'000 soldats, ainsi que de gardes côtes. La création de ces Forces d'autodéfense est la guerre de Corée, lors de laquelle le Gouvernement japonais se

montre peu enthousiaste, trahissant sa crainte devant le retour du militarisme.

Le 4 septembre 1951, au traité de San Francisco, le Japon recouvre sa souveraineté, en échange de la cession de toutes ses possessions et colonies. Le 19 janvier 1960, par le traité de Washington, les USA passent du statut de puissance occupante à celle de puissance protectrice ; les Forces d'autodéfense ont alors pour tâche d'encaisser un premier choc, le temps pour les forces américaines de les relever ou de riposter. Durant les années 1970, les USA encouragent le Japon à s'équiper et à dépenser davantage pour sa propre défense. En 1979, la « menace soviétique » est pour la première fois nommée.

L'axe Washington-Tokyo

Au cours des années 1980, les Forces d'autodéfense japonaises se modernisent, s'équipent et gagnent en autonomie. Le budget de la défense est fixé à 1% du PNB. Les dépenses s'accroissent durant les années 1990 avec les sollicitations américaines – notamment 13 milliards de dollars pour financer la guerre du Golfe contre Saddam Hussein.

Il en résulte un refroidissement des relations entre Tokyo et Washington. Le Japon poursuit depuis vingt ans une politique de sécurité humaine active ; ainsi, après le vote d'une loi sur les opérations de maintien de la Paix, des casques bleus sont présents au Cambodge, sur le Golan, au Mozambique ou au Timor oriental. Mais ces contingents sont cantonnés à des missions non-combattantes, et leur sécurité est confiée à d'autres.

En 2004, le Japon prend part à une alliance internationale, dans le cadre du projet de défense anti-missiles balistiques (BMD). Ainsi, le Japon développe un système de collecte automatique de renseignement et une force de réaction rapide. En 2010, le Conseil de la Défense prend officiellement le nom de Ministère de la Défense. Une politique volontariste est mise en place dans le domaine du développement et de l'industrie d'armements. Dans le sillon américain, on débat d'un « droit à la riposte » et « d'attaques préventives. »

Les relations sino-japonaises

Selon Laurent Schang, la Chine s'affirme, avant 2050, comme la première puissance mondiale. Elle est déjà, aujourd'hui, la 2^e consommatrice de pétrole ; la 6^e en matière de dépenses militaires.

La Chine et le Japon sont tous deux de grands concurrents et consommateurs énergétiques. Il existe entre les deux une longue histoire, faite de conflits culturels et territoriaux ; plus récemment, on compte de nombreuses tentatives d'intimidation et d'incidents.

Le retrait américain laisse le champ libre à l'augmentation de l'influence chinoise. On compte, en 2010, 356 violations de l'espace aérien japonais ; 83 en 2011. Toujours selon le même chercheur, « aujourd'hui, les Chinois ne font plus mystère de leur ambition. » Ils développent en effet une véritable capacité de projection militaire au-delà des eaux territoriales, avec notamment un porte-avions ex-russe, 2 porte-avions à propulsion conventionnelle d'ici 2020 et le lancement du chantier d'un porte-avions à propulsion nucléaire. Le plan stratégique de la Marine chinoise prévoit, à terme, 1'000 navires – le double de l'US Navy.

« Pour l'instant, les Chinois mènent avant tout une guerre économique... Pour l'instant. » Avec 65 milliards de budget militaire annuel, la Chine démontre un « Hard Power affiché. » La politique de puissance chinoise vise avant tout à desserrer l'étau perçu de la politique de Containment américaine. Et les planificateurs chinois tablent sur un déclin des USA.

Evolutions

En raison de la menace militaire, de la nature du Régime et de la transition au sein de celui-ci, la Corée du Nord est désignée comme « ennemi No.1 » dans le politique de sécurité japonaise.

Taïwan, véritable « promontoire sur l'océan, » est vital pour les ambitions maritimes chinoises. Malgré les orgueils nationaux et les 6,5 milliards de ventes militaires américaines à la République chinoise, la réunification semble inéluctable.

« Peut-être le temps est-il venu d'un pacifisme passif à un pacifisme actif. » La politique de sécurité japonaise est entrée, depuis 2009, dans une phase de réalisme. On conçoit donc un renforcement de l'alliance avec les USA et un maintien de la 7^e flotte dans la région. « Tout plaide pour le maintien du bouclier américain et du développement de la coopération, » dans le sens d'un « axe des démocraties » pour contenir la Chine. Dans ce sens, le Japon dessine également un rapprochement avec l'Inde depuis 2005.

Pour autant, ceci signifie-t-il la normalisation ? Le Gouvernement japonais défend en effet l'idée d'une équivalence entre la force économique et la force militaire. La question de l'article 9 et de l'acceptation des premiers morts au combat demeure.

A+V



Le destroyer JMSDF *Shirane* (DD 143) de 5'200 tonnes. Deux navires construits.



12 destroyers anti-sous-marins de la classe *Hatsuyuki* (DD 122) de 2'950 tonne sont été construits entre 1982 et 1987. Ces navires sont photographiés devant le QG de la flotte, à Funakoshi-Chô, Yokosuka.



Le Japon déploie 4 destroyers Aegis de la classe *Kongou* de 7'250 tonnes et 2 navires de la classe *Atago*, disposant d'un hangar pour hélicoptères. Ici, le *Kirishima* (DDG 174).



Le JMSDF *Hyuga* (DDH 181), porte-aéronef de 13'950 tonnes. Deux construits.

La politique de sécurité du Japon en chiffres

	2009	2010	2011
PNB	474 tr ¥	477 tr ¥	
Budget	4,70 tr ¥	4,68 tr ¥	5,03 tr ¥
Population	126'995'4111		

Effectifs

Forces d'auto-défense terrestres	151'642
Forces d'auto-défense maritimes	45'518
Forces d'auto-défense aériennes	47'123
Etat-major central	3'464
Total	247'745
Personnel civil	22'242
Réserve (3 Armes)	56'379



F-15J.

A noter que 35'598 soldats américains sont basés sur le territoire japonais : 9th Theater Army Area Command ; 2 bases navales à Sasebo et Yokosuka ; 5th US Air Force à Okinawa-Kadena ; 1st Marine div (3rd).

Structure des Forces terrestres : 5 commandements régionaux ; 1 brigade composite, 8 divisions et 5 brigades d'infanterie mécanisée ; 1 division blindée ; 1 unité de forces spéciales ; 1 brigade parachutiste ; 1 brigade et 2 formations d'artillerie ; 4 brigades et 1 unité du Génie ; 1 brigade d'hélicoptères ; 2 brigades et 2 régiments d'application ; 2 brigades et 4 groupes de DCA.

Équipement

850 chars de combat, dont : 13 Type 10, 517 Type 74 et 320 Type 90

100 véhicules de reconnaissance Type 87

70 véhicules de combat d'infanterie Type 89

780 véhicules de transport de troupes, dont : 310 Type 73, 470 Type 82 et 250 Type 96

1'880 pièces d'artillerie, dont : 210 autopropulsées (Type 75, Type 99 et M-110A2), 420 tractées (FH-70), 100 MLRS et 1'150 lance-mines.

185 hélicoptères de combat, dont : 18 AH-1S *Cobra*, 7 AH-64D *Apache* et 26 OH-1

118 hélicoptères de reconnaissance (OH-6D)

236 hélicoptères de transport (CH-47D/J, AS-332, EC-225, UH-60L/JA, UH-1J)

Les forces aériennes d'auto-défense sont réparties en 7 escadres de combat : 2 escadrilles équipées de F-15J Eagle ; 2 escadrilles équipées du F-4EJ *Phantom II* ; 3 escadrilles équipées du Mitsubishi F-2. 2 escadrilles de guerre électronique (Kawasaki EC-1, YS-11E). 1 escadrille de reconnaissance équipée de RF-4E. 2 escadrilles AWACS équipées d'E-2C et E-767. Une escadre SAR équipée d'U-125A, MU-2 et UH-60J. Une escadrille de ravitaillement équipée de KC-767J. Quatre escadrilles de transport. Enfin, une escadrille d'évaluations et une escadrille d'entraînement/agresseur.

On compte 374 appareils de combat, dont : 202 F-15J, 87 F-2/F-2B, 72 F-4EJ. 13 RF-4E de reconnaissance. AWACS : 13 E-2C et 4 E-767. Ravitailleurs : 4 KC-767J. Transport : 16 C-130H *Hercules*, 13 Beech T-400, 26 C-1, 5 *Gulfstream IV*. Entraînement : 199 T-4, 49 T-7. Hélicoptères : 38 UH-60J *Black Hawk* et 15 CH-47 *Chinook*.

Les forces navales sont réparties en 4 flottilles d'escorte, chacune de 7-8 navires. 2 flottilles sous-marines sont basées à Kure et Yokosuka. Le reste des unités sont réparties dans les 5 districts régionaux.

18 sous-marins, 1 porte-aéronef, 2 croiseurs, 30 destroyers, 16 frégates, 6 navires de patrouille côtiers, 37 navires anti-mines, 5 navires de débarquement, 77 navires de soutien logistique.

L'aviation navale compte 95 appareils de reconnaissance et transport, ainsi que 93 hélicoptères anti-sous-marins, 9 anti-mines, 3 d'exploration, 18 SAR et 9 de transport.

Source : International Institute for Strategic Studies (IISS), *The Military Balance 2011*, Routledge, London, 2011.

Pour en savoir plus

Jean-Marie Bouissou, François Gipouloux, Eric Seizelet, *Japon : Le déclin ?*, éd. Complexe, Bruxelles, 1995.

Christopher Hughes, *Japan's Re-emergence as a « Normal » Military Power*, Routledge, Londres, 2004.

Glenn D. Hook, Julie Gilson, Christopher W. Hughes, Hugo Dobson, *Japan's International Relations : Politics, Economics and Security*, Routledge, Londres, 2005.

Valérie Niquet, *Chine-Japon L'affrontement*, Perrin, Paris, 2006.

Richard J. Samuels, *Securing Japan. Tokyo's Grand Strategy and the Future of East Asia*, Cornell, Ithaca, 2007.

Mémoire de géopolitique du capitaine de frégate Marc Elsensohn, *De quelle manière le Japon va-t-il conserver sa position prédominante en Asie orientale ?*, CID, Paris, avril 2007.

Peter J. Katzenstein, *Rethinking Japanese Security. Internal and External Dimension*, Routledge, Londres, 2008.

Eric Seizelet, Régine Serra, *Le pacifisme à l'épreuve, le Japon et son armée*, Les Belles Lettres, Paris, 2009.

Guibourg Delamotte, *La politique de défense du Japon*, PUF, Paris, 2010.

Sophie Boisseau du Rocher (dir.), *Asie, Forces et incertitudes de la locomotive du monde*, La Documentation française, Paris, 2010.